

PROGRAMME ASIE

« TOUJOURS À L'ŒUVRE », LE DOCUMENTAIRE AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

PAR SOLANGE CRUVEILLÉ

MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY MONTPELLIER-3,
MEMBRE DU CRC-IRIEC,
MEMBRE ASSOCIÉE DE « IrASIA », AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

MAI 2018

ASIA FOCUS #74



Comme l'écrit le romancier français André Maurois (1885 – 1967) dans son essai *Sentiments et coutumes* : « La corruption est un vice aussi vieux que la nature humaine. »¹ Le Parti communiste chinois (PCC), arrivé au pouvoir en 1949, n'a pas été épargné par ce vice. Nombreux sont les dirigeants chinois à avoir tenté d'éradiquer ce mal, sans succès. Le dernier président en place, Xi Jinping 习近平, en a fait son cheval de bataille. Le 4 décembre 2012, le bureau politique chinois lance les « Huit stipulations » (bāxiàng guīdìng 八项规定) que tout bon fonctionnaire chinois se doit de respecter dans son travail, afin d'être probe et au plus près de la population. L'idée centrale est qu'une personne haut placée se doit d'être un exemple pour la masse populaire. La ligne du parti est claire : plus aucune clémence ne sera accordée, peu importe le grade du fonctionnaire corrompu qui sera attrapé. Lors du deuxième plénum du 18e congrès du Comité central du Parti en janvier 2013, Xi Jinping 习近平 (né en 1953) clame haut et fort qu'il faut « continuer à abattre aussi bien les tigres que les mouches » (« yào jiānchí cāngyīng、lǎohǔ yìqǐ dǎ 要坚持苍蝇、老虎一起打 »)², c'est-à-dire qu'il faut éliminer aussi bien les fonctionnaires corrompus de haut rang que les personnes corrompues ayant un poste plus modeste dans la société, en vue de faire le ménage au sein du Parti, de la classe dirigeante et de la société en général, inculquant par là même un nouvel ordre moral. Le 13 janvier 2015, lors du cinquième plénum de la 18e Commission centrale pour l'inspection de la discipline, il insiste encore sur la lutte contre la corruption et fait montre de sa détermination pour en venir à bout : « Il faut que l'ensemble des camarades du Parti comprennent très clairement pourquoi il est indispensable de combattre sans relâche la corruption. Le peuple a mis le pouvoir entre nos mains, par conséquent, nous devons nous mettre au service du Parti et de la nation, nous sommes redevables au Parti et à la nation. Il faut faire ce que nous avons à faire, il faut punir les gens qui méritent d'être punis. Ne pas sanctionner les innombrables fonctionnaires corrompus, cela revient à offenser un milliard trois cents millions de personnes, c'est-à-dire le peuple chinois. »³

Le 1er juillet 2016, à l'occasion du 95e anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois, il réaffirme la volonté du Parti de se montrer intraitable : « Le plus grand danger que notre Parti au pouvoir doit affronter est la corruption. Depuis le 18e Congrès, notre Parti poursuit sans relâche les "Tigres" et les "Mouches", ce qui a engendré une certaine crainte concernant le passage à l'acte de corruption. Ne pas pouvoir tomber dans la corruption, ne pas avoir envie de tomber dans la corruption sont deux effets qui

¹ Cf. André Maurois (1885 - 1967), *Sentiments et coutumes*, « Le métier et la cité », II.C.

² Voir à ce sujet le site d'informations officiel du Parti communiste chinois 中国共产党新闻网, page « lutte contre la corruption ». <http://cpc.people.com.cn/GB/67481/407815/407816/index.html> (consulté le 29 juillet 2017).

³ Pour visionner un extrait du discours, voir *Toujours à l'œuvre*, volet 1, 4:50- 5-40. Sauf mention contraire, toutes les traductions données dans cet article sont de l'auteur. Source de la photo : volet 1, 05 : 20.

commencent à se faire sentir. La lutte contre la corruption est en passe de triompher. »⁴ Le 11 janvier 2018, lors de son discours prononcé à l'occasion de la deuxième session plénière de la 19e Commission centrale d'inspection disciplinaire du PCC, il insiste sur le rôle essentiel des cadres du parti dans la réalisation de la nouvelle ère socialiste chinoise, et sur l'importance capitale que leur comportement soit irréprochable et que le Parti soit proprement et sévèrement dirigé⁵.

Mais en quoi consiste concrètement la lutte contre la corruption mise en place sous le gouvernement de Xi Jinping ? Pour le savoir, nous avons visionné la série documentaire *Yǒngyuǎn zài lùshàng* 永远在路上 (*Toujours à l'œuvre*), devenue l'étendard du gouvernement sur le sujet : elle présente ses motivations et les moyens mis en œuvre pour parvenir à ses fins. Le documentaire est proposé en libre diffusion sur internet et fréquemment présenté comme l'une des meilleures réalisations télévisées concernant la lutte contre la corruption. Qui sont les réalisateurs de ce programme ? Quel en est le contenu ? De quelle façon sont présentées les mesures prises par le gouvernement ? Quels messages véhicule-t-il ? Quels sont ses principaux objectifs ? Quel est le public visé ? Ce sont toutes ces questions qui nous intéressent. Nous avons donc visionné l'ensemble de ce documentaire et relevé les informations marquantes ou extraits significatifs, pour nous permettre de voir de quelle façon le gouvernement présente à l'ensemble de la population sa politique de lutte contre la corruption.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le documentaire *Toujours à l'œuvre* est une commande de l'État. Il a été réalisé conjointement par la Télévision centrale de Chine (CCTV) et par le département de propagande de la Commission de contrôle disciplinaire du Parti (Zhōngyāng jìwěi



xuānchuánbù 中央纪委宣传部)⁶. Le titre est symbolique : il montre la détermination du parti dans la lutte contre la corruption, une lutte qui se fera sans relâche.

⁴ Cf. http://www.china.com.cn/cppcc/2016-07/02/content_38796697.htm (consulté le 8 janvier 2018).

⁵ http://www.xinhuanet.com/politics/2018-01/11/c_1122246305.htm (consulté le 13 mars 2018).

⁶ Voir ci-dessous, photo tirée du générique d'ouverture du documentaire. Source : *Yǒngyuǎn zài lùshàng* 永远在路上 (*Toujours à l'œuvre*), réalisé par CCTV / Département de propagande de la commission de contrôle disciplinaire du parti (Zhōngyāng jìwěi xuānchuánbù 中央纪委宣传部), octobre 2016, volet 7, 00 : 56.

Cette série documentaire a beau avoir été diffusée en 2016, son influence reste très grande au niveau national. Elle est notamment toujours diffusée dans les bureaux de l'administration et dans les prisons, et reste affichée en page d'accueil de plusieurs sites gouvernementaux, notamment le site de la Commission d'inspection disciplinaire⁷. Elle a par ailleurs gagné de nombreuses récompenses, notamment le prix national du meilleur reportage pour « ses recherches très sérieuses, les interviews inédites d'anciens cadres tombés pour corruption et exprimant leurs regrets, et l'accent mis sur la détermination et le courage du Comité central du parti, qui lutte depuis le 18e congrès du PCC pour un parti plus propre et œuvre pour une discipline plus stricte. »⁸

C'est un projet qui a fait grand bruit et qui a été annoncé avec force publicité. Les huit volets qui le composent ont été diffusés du 17 au 25 octobre 2016, entre 20h et 21h, sur CCTV1, la grande chaîne nationale. La diffusion concorde avec le sixième plénum du Comité central du Parti communiste chinois (PCC). Chaque volet dure 45 minutes environ, soit une durée totale de près de six heures. Les épisodes passent en revue une quarantaine de grands et petits scandales de corruption qui ont éclaté ces dix dernières années et qui ont écorché l'image du Parti.

Au rang des fonctionnaires corrompus dont on dresse le portrait et qu'on interviewe tout au long des huit volets du documentaire se trouvent quinze Tigres (lǎohǔ 老虎) (hauts fonctionnaires, hauts membres du parti) et quatorze Mouches (cāngying 苍蝇) (petits fonctionnaires et chefs d'entreprise). Tous ont été unanimement condamnés pour détournement de fonds, acceptation de pots-de-vin contre des passe-droits, activités personnelles payées avec l'argent de l'État (banquets, résidences secondaires), financement d'entreprises familiales ou d'amis (toujours avec l'argent de l'État), sommes et biens de provenance indéterminée, abus de pouvoir⁹. Les sommes concernées vont de 11 à 200 millions de yuans. Certains ont également été condamnés pour divulgation de secrets d'État, activités parallèles non déclarées, relations extra-conjugales, pratiques superstitieuses féodales. Mais au-delà du fait d'avoir gaspillé l'argent public et abusé de leur pouvoir, ils ont tous commis un crime vis-à-vis du parti – en nuisant à son image et vis-à-vis du peuple – en trahissant sa confiance. Les peines appliquées sont exemplaires : elles vont de 12 ans de prison à la perpétuité¹⁰.

⁷ Voir <http://v.ccdi.gov.cn/yyzls2016/index.shtml> C'est sur ce site que nous avons visionné l'intégralité du documentaire. Voir aussi le site spécialement dédié à ce documentaire : <http://xuexi.12371.cn/special/yyzls/> (dernière date de consultation 27 février 2018).

⁸ Voir http://www.xinhuanet.com/politics/2017-11/02/c_1121896041.htm (consulté le 20 mars 2018)

⁹ Toutes nos sources concernant les chefs d'accusation et les condamnations sont tirées du site internet de la Commission d'inspection disciplinaire du comité central du parti (<http://www.ccdi.gov.cn>) (dernière date de consultation le 30 août 2017).

¹⁰ La seule peine de mort requise (dans le cas de Bai Eipei) ayant été commuée en prison à vie. Il est étonnant de noter que dans le reportage, les peines de prison sont rarement évoquées (seulement pour quelques personnalités connues). On indique la plupart du temps que les accusés ont été démis de leurs fonctions et exclus du parti. Il n'est jamais question de peines de prison, même si le téléspectateur comprend bien que certaines interviews se déroulent

GRANDS SCANDALES NATIONAUX ...

Les grands scandales sont présentés en ouverture et en fermeture de la série documentaire, à savoir dans les premier et dernier volets. Dans le premier volet, le documentaire exprime très clairement l'idée que l'État n'hésitera pas à arrêter de hauts fonctionnaires, et que par conséquent plus personne n'est à l'abri, peu importe son grade. La voix off explique : « La chute de Zhou Yongkang 周永康, Bo Xilai 薄熙来, Guo Boxiong 郭伯雄, Xu Caihou 徐才厚, Ling Jihua 令 , Su Rong et autres hauts dirigeants est la preuve de la volonté indéfectible du Comité central du Parti communiste à combattre les faits de corruption. Cela incarne le principe d'égalité prôné par la discipline du parti et les lois du pays, et démontre la détermination à éradiquer le mal par un remède puissant, à remettre les choses en ordre par des punitions exemplaires. Cela reflète le courage et la volonté d'enlever le poison jusqu'à la moelle. » (volet 1 35:51- 36:22).

Si le nom de Bo Xilai est cité à plusieurs reprises, la série documentaire passe rapidement sur son cas, et on n'interroge aucune personne impliquée de près ou de loin dans les histoires relatives à l'ancien numéro un de la province du Sichuan, pressenti un temps comme le futur président de la RPC et principal rival de Xi Jinping. Même chose pour Zhou Yongkang 周永康, ancien ministre de la sécurité publique¹¹, qui n'est pas interviewé. Par contre, on détaille les délits de trois anciens hauts fonctionnaires : Bai Enpei 白恩培 (né en 1946), ancien secrétaire du Comité provincial du Parti du Yunnan¹² ; Zhou Benshun 周本顺 (né en 1953), ancien secrétaire du Comité provincial du Parti du Hebei¹³ ; et Li Chuncheng 李春城 (né en 1956) ancien vice-secrétaire du Comité provincial du Parti du Sichuan¹⁴. Tous auraient accumulé une fortune colossale s'élevant à plusieurs millions de yuans, en acceptant des cadeaux et des pots-de-vin. Bai Enpei est celui qui a écopé de la plus lourde peine, avec une condamnation à mort commuée en peine de prison à vie. Zhou Benshun et Li Chuncheng ont été respectivement condamnés à quinze et treize ans de prison. Tous trois témoignent à visage découvert, admettent leurs erreurs, acceptent la sentence qui a été prononcée et font leur *mea culpa*.

dans des prisons. Nous avons trouvé les informations concernant les peines prononcées sur le site internet de la Commission de contrôle disciplinaire mentionné (voir supra note 5).

¹¹ Cf. Guilhem Fabre, « Xi Jinping's Challenge: what is behind China's anti-corruption Campaign? », in *Journal of Self-Governance and Management Economics* 5 (2), 2017 p.12.

¹² Aurait accumulé plus de 200 millions de rmb de façon illégale. Condamné à mort en octobre 2016, peine commuée en prison à vie sans remise de peine possible.

¹³ Condamné en février 2017 à quinze ans de prison et s'est vu confisquer plus de 2 000 000 de yuan de biens privés.

¹⁴ Condamné en octobre 2015 à 13 ans de prison et à la confiscation de ses biens privés pour un montant de un million de rmb. Il aurait reçu des pots de vin et des cadeaux d'un montant total de plus de 39 790 000 rmb.

Dans le huitième et dernier volet, on clôture la série documentaire avec d'autres grands cas de corruption : Tan Xiwei 谭栖伟 (né en 1954), ancien vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire de Chongqing¹⁵ ; Liu Tienan 刘铁男 (né en 1954), ancien vice-président de la Commission des réformes et du développement¹⁶ ; Deng Qilin 邓崎琳 (né en 1951), ancien administrateur en chef du comité permanent du Groupe Wuhan-Acier¹⁷ ; et Jiang Jiemin 蒋洁敏 (né en 1955), ancien président de l'office gouvernemental des entreprises d'État et ancien président de China National Petroleum Corporation (PetroChina)^{18 19}. Mais si ces scandales sont très connus au niveau national, d'autres suscitent l'attention des médias et servent habilement la propagande concernant la lutte contre la corruption de Xi Jinping.

... ET CHRONIQUES LOCALES

La corruption au niveau local est présentée principalement dans les volets 4 et 6. Le volet 4 nous fait notamment plonger au cœur d'un scandale autour des mines de charbon du Shanxi. C'est à partir de 2002 que la production de charbon a explosé dans cette province (notamment à Lüliang 吕梁) et que de nombreuses personnes se sont enrichies. La corruption a suivi, les exploitants des mines ou chefs d'usine de charbon achetant les fonctionnaires locaux. Dès 2013, plusieurs enquêtes y ont été lancées. 85 fonctionnaires ont été sanctionnés (blâmes, suspensions et peines de prison) et deux tigres sont tombés : Nie Chunyu 聂春玉 (né en 1955), ancien secrétaire général du Comité provincial du Parti de la province du Shanxi²⁰ et Su Rong 苏荣 (né en 1948), ancien vice-président de la douzième Conférence consultative politique nationale²¹. Nie

¹⁵ A détourné l'argent public à des fins personnelles et accepté des pots de vin en son nom ou par l'intermédiaire de son épouse, pour un montant total de plus de 11 430 000. Condamné en janvier 2016 à 12 ans de prison et à la confiscation de ses biens pour une valeur de 1 million de rmb.

¹⁶ Condamné en décembre 2014 à la prison à vie et à l'interdiction d'exercer une activité politique. Aurait reçu des pots de vin, notamment par l'intermédiaire de son fils, et détourné des fonds publics pour un montant de plus de 35 580 000 de rmb.

¹⁷ Condamné en mai 2017 à 15 ans de prison et à la confiscation de ses biens pour un montant de 5 000 000 de rmb. Aurait reçu des pots de vin et détourné des fonds pour usage personnel pour un montant de 55 390 000 rmb. A été dénoncé car il prenait l'habitude de privatiser la piscine d'un grand hôtel et des suites de luxe pour son propre usage.

¹⁸ A gagné 3 milliards de rmb d'argent sale en confiant des contrats d'exploitation à des sociétés en particulier. Condamné en octobre 2015 à 16 ans de prison et à la confiscation de ses biens personnels pour un montant de un million rmb.

¹⁹ Deux « mouches » sont également présentes dans ce dernier volet : Wang Daofu 王道富 et Ran Xinquan 冉新权, tous deux anciens hauts cadres dirigeants de PetroChina.

²⁰ Condamné en octobre 2016 à 15 ans de prison pour avoir reçu plus de 44 580 000 yuans de pots de vin. S'est vu confisquer quatre millions de rmb.

²¹ Condamné en janvier 2017 à la prison à vie, confiscation de l'ensemble de ses biens, pour une valeur totale de 80 270 000 de rmb. Son fils, sa fille, son épouse et son petit frère ont tous profité de sa position pour gagner de l'argent en réclamant des pots de vin, en espèces ou en nature (sa femme, par exemple, exigeait de magnifiques porcelaines).

Chunyu témoigne et raconte que les pots-de-vin atteignaient souvent les 30 000 dollars, et que les exploitants les versaient parfois très discrètement (par exemple en les déposant à l'intérieur d'un livre sur son bureau). Il était également courant que des fonctionnaires lui donnent de l'argent afin d'obtenir un poste plus élevé. Comme l'explique Yan Gangping 闫刚平 (né en 1964), ancien secrétaire du Parti pour le quartier Lishi de la municipalité de Lüliang (province du Shanxi) : « Je suis à blâmer dans cette histoire, mais l'environnement dans lequel j'évoluais aussi. » (volet 4, 12:07-12:12). Liu Guanglong 刘广龙 (né en 1958-), ancien vice-président de la Conférence consultative du peuple chinois de la municipalité de Lüliang, explique également à propos des cadeaux qu'il a acceptés : « Lorsque des choses anormales se passent dans la société de façon répétée, on a tendance à les considérer peu à peu comme normales. » (volet 4, 15:29-15:35). L'impact négatif se répercute de haut en bas, « de provinces en villes, de villes en districts » (volet 4, 34:45).

Le volet 6 se concentre sur les faits de corruption chez les petits fonctionnaires (xiǎoguān jùfǔ 小官巨腐) et à la campagne. On parle de « corruption aux échelons de base » (jīcéng fǔbài 基层腐败). Comme l'explique Chen Chaoying 陈超英, secrétaire de la Commission disciplinaire du Hebei où, depuis 2015, plus de 9 000 cas de corruption ont été dénoncés et plus de 6 000 personnes contrôlées : « Parmi ces personnes, 190 ont accumulé des pots-de-vin pour une somme supérieure à un million de yuans, 31 personnes des sommes supérieures à dix millions. Pourtant, ils avaient tous des postes assez bas. » (volet 6, 3:36-4:00). Il faut éliminer la corruption à tous les niveaux, qu'il s'agisse de petits ou de hauts fonctionnaires. Il y a d'ailleurs souvent un lien entre les deux. Les inspecteurs s'intéressent aux cas de délation, mais font aussi des tournées de contrôle dans les villages pour interroger les gens du peuple, savoir ce qu'ils pensent des membres du parti locaux, et découvrir ainsi peut-être des scandales au détour des conversations²². Le gouvernement a même mis en place en mars 2013 un site internet à partir duquel on peut dénoncer les pratiques douteuses dont on est témoin²³.

Les inspecteurs doivent obtenir des résultats pour avoir de bons chiffres, de bonnes statistiques par rapport à leur travail, et pour cela, il faut qu'ils trouvent des cas à traiter. Ils ont par exemple découvert une histoire atypique dans le village de Dabang 大榜, dans le district de Yanhe 沿河 (province du Guizhou 贵州) : en 2012, suite à des inondations et une coulée de boue, le gouvernement a versé une somme de 20 000 yuans aux

²² Voir photo Un paysan interrogé par des inspecteurs de la commission de contrôle disciplinaire. Source : *Yǒngyuǎn zài lùshàng 永远在路上 (Toujours à l'œuvre)*, réalisé par CCTV / Département de propagande de la commission de contrôle disciplinaire du parti (Zhōngyāng jìwěi xuānchuánbù 中央纪委宣传部), octobre 2016, Volet 6, 30 : 22.

²³ Cf. <http://jfts.mos.gov.cn> et <http://www.12388.gov.cn> (consulté le 2 mars 2018).

responsables du village pour qu'ils puissent faire face à cette catastrophe naturelle. Or, il s'avère que le secrétaire de la cellule villageoise du Parti, de connivence avec Yang Lin 杨林 et Liu Hongwen 刘洪文, membres du comité du village, a secrètement redistribué l'argent à des proches. Autre cas : celui de Ma Chaoqun 马超群 (ancien PDG de la Société des eaux de la ville de Qinhuangdao dans le Hebei), condamné pour avoir dissimulé chez lui 120 millions de yuans en billets de banque, 68 titres de propriété et 37 kilos d'or en lingots. Ou encore Liu Dawei 刘大伟, ancien secrétaire du Parti local du village de Lieshan dans la province de l'Anhui, qui demandait des pots-de-vin à l'ensemble des citoyens qui venaient le voir. Dix-neuf personnes (amis et membres de sa famille) étaient impliquées. Il a fui aux États-Unis en 2014 par peur d'être arrêté, mais a fait l'erreur de revenir quelques mois plus tard. Il est aujourd'hui sous les verrous. En vingt ans, il a détourné les revenus du village (ancienne mine de charbon) à hauteur de 150 millions de yuans. On parle enfin d'un certain Zhang Shilong 张士龙, ancien responsable du service d'aide sociale du Bureau municipal des affaires civiles du district de Ningyang de la ville de Tai'an dans la province du Shandong, qui a détourné les aides sociales de 28 enfants (des orphelins pour la plupart), soit 600 yuans par mois et par enfant, pendant neuf mois, avant de leur délivrer la carte d'aides sociales (soit 5 400 yuans par enfant et plus de 151 000 yuans au total). Il les a utilisés en partie pour spéculer en bourse. Il a été condamné à dix ans de prison.

LE FOX HUNT (liè hú xíngdòng 猎狐行动)

Dans le volet 7, on retrace le parcours de fonctionnaires corrompus qui ont réussi à fuir à l'étranger. Un phénomène qui s'est amplifié à la fin des années 1990 (on parle de xiékuǎn wàitáo 携款外逃, « s'enfuir à l'étranger les bras chargés d'or »). Certains n'ont pas supporté de mener une vie d'errance et de fuite, comme Wang Guoqiang 王国强 (né en 1960), ancien secrétaire du Comité municipal de la ville de Fengcheng 凤城 dans la province du Liaoning 辽宁²⁴, qui s'est rendu à la justice chinoise après deux ans et demi d'exil aux États-Unis. D'autres ont réussi, grâce à leur argent, à se fondre dans la société du pays d'accueil, comme Mike Cheng 迈克尔程, installé à Vancouver au Canada en tant qu'entrepreneur reconnu, avec une fille qui s'est même lancée dans la politique. Mais en

²⁴ Condamné à 7 ans de prison pour corruption, 2 ans de prison pour revenus illicites, 8 ans pour crimes divers, avec de surcroît une amende de 900 000 yuans. Réfugié aux États-Unis pendant deux ans et demi, il s'est rendu de lui-même à la justice et a regagné le pays en 2014, car cela lui pesait de se cacher sans cesse, de vivre illégalement aux États-Unis après expiration de son visa de tourisme, et d'avoir honte vis-à-vis de sa fille qui ne comprenait pas la situation.

2015, le Bureau national chinois d'Interpol a lancé des mandats d'arrêt internationaux contre 100 personnalités chinoises exilées à l'étranger²⁵. Les noms et photos des personnes recherchées ont été publiés dans des journaux internationaux (par exemple *International Business Times*) et diffusés sur CNN. C'est ainsi qu'on a découvert que le véritable nom de Mike était Cheng Muyan 程慕阳, et qu'il était recherché pour corruption. Il a perdu son travail et a été rapatrié en Chine pour y être jugé. Le volet 7 se termine sur la proclamation internationale de Xi Jinping concernant la lutte contre la corruption lors du sommet de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) à Pékin en novembre 2014, ainsi que sur les nombreuses visites d'État du président chinois à l'étranger et sa croisade contre la corruption. La Chine espère faire des émules et être considérée comme un modèle dans ce domaine, ce qui a débouché sur une meilleure coopération entre l'étranger et la Chine (surtout les États-Unis), notamment pour freiner les exils de fonctionnaires corrompus. Le 20 octobre 2015, la Chine et les États-Unis se sont réunis à Pékin pour le 10e Sommet sino-américain de lutte contre la corruption. Comme le dit Huang Xianyao 黄先耀, secrétaire de la Commission de contrôle disciplinaire de la province du Guangdong : « Un "fonctionnaire nu" (luǒguān 裸官)²⁶ n'est pas forcément un fonctionnaire corrompu, certes, mais parfois être un "fonctionnaire nu" est un premier pas vers la corruption. On voit souvent dans notre travail que des cadres sont d'abord "nus" avant de devenir corrompus, et que d'autres sont d'abord corrompus avant d'être "nus". » (volet 7, 36:55- 37:16). Du coup, les fonctionnaires dont l'épouse ou les enfants résident à l'étranger sont sévèrement contrôlés (vie privée, vie professionnelle, conjoint et enfants, passeport, etc.). Par exemple, depuis 2014, rien que pour la province du Guangdong, 2 190 cas ont été examinés et 866 personnes ont été rappelées à l'ordre ou destituées. Depuis l'année 2014, la Chine aurait déjà rapatrié plus de 2 100 personnes, exilées dans plus de 70 pays et régions du monde, et récupéré plus de sept milliards de yuans d'argent sale. C'est le cas notamment d'une « mouche », Li Huabo 李华波 (né en 1961), ancien chef de section au Bureau des finances du district de Poyang 鄱阳 dans la province du Jiangxi 江西²⁷. Comme l'annonce le commentateur : « Il n'y a aucun Ciel clément sur cette terre pour les fonctionnaires corrompus » (volet 7, 42:15).

²⁵ Voir la photo donnée : Portraits des fonctionnaires chinois exilés recherchés par la police chinoise. Source : *Yǒngyuǎn zài lùshàng 永远在路上 (Toujours à l'œuvre)*, réalisé par CCTV / Département de propagande de la commission de contrôle disciplinaire du parti (Zhōngyāng jìwěi xuānchuánbù 中央纪委宣传部), octobre 2016, Volet 7, 08 : 33.

²⁶ Terme désignant un fonctionnaire dont les membres de la famille proche (épouse et enfants en général) résident à l'étranger.

²⁷ Aurait accumulé avec l'aide de deux complices 94 millions de yuans, qu'il a en grande partie perdus en jouant dans les casinos. Il a fui à Singapour et a été retrouvé un mois seulement après, puis rapatrié en Chine. Il a été condamné en janvier 2017 à la prison à perpétuité.

LE MEA CULPA DES FONCTIONNAIRES CORROMPUS

Là où la série est intéressante, c'est que les journalistes se rendent directement dans les prisons pour s'entretenir avec d'anciens fonctionnaires qui purgent actuellement leur peine. Ils leur demandent de leur expliquer pourquoi et comment ils ont franchi la ligne rouge, et les criminels insistent toujours sur leur repentir et leurs regrets, parfois en pleurant. C'est une forme d'autocritique. Généralement, à la fin de chaque interview, le condamné, après avoir confessé ses crimes et exprimé son repentir, loue les mesures prises par le Parti pour redresser la situation et mettre un terme aux pratiques de corruption. Su Rong 苏荣 (1948 -), ancien vice-président de la douzième Conférence consultative politique du peuple chinois²⁸, va même jusqu'à dire que si on le libérait séant, il refuserait de sortir de prison, car il n'aurait pas le courage de croiser de nouveau des collègues, des amis ou de simples connaissances, par honte (volet 4, 25:15). Prenons aussi l'exemple de Bai Enpei 白恩培, ancien vice-président du Comité pour l'environnement et les ressources naturelles à l'Assemblée populaire nationale et ancien secrétaire du Comité provincial du Parti du Yunnan, qui fut accusé d'accepter d'énormes sommes d'argent en échange de permis de construire. Son épouse raffolant des bracelets de jade, peu à peu, les pots-de-vin se transformèrent en cadeaux sous forme de bracelets de jade, dont la valeur pouvait atteindre plus de dix millions de yuans. Au total, il aurait accumulé 200 millions d'argent sale. Bai Enpei raconte comment il a fini par « déraper » : « Peu à peu, au fil de mes promotions, influencé par ce qui m'entourait, je me suis mis à penser davantage à ma personne. Surtout après 2005, j'avais 60 ans, et je suis tombé gravement malade. C'est à ce moment-là que ma mentalité a changé, que j'ai couru après l'argent. » (volet 1, 9:27-9:59). Le Yunnan est une région qui s'est développée rapidement au début du XXIe siècle, et de nombreuses personnes riches s'y sont installées pour faire des affaires. Comme l'explique Bai Enpei à leur sujet : « Ils habitaient dans de luxueux logements, ils roulaient dans de grosses voitures, parfois ils s'achetaient même des avions privés. J'aspirais à mener la même vie qu'eux, c'est pour ça que ma mentalité a changé. [...] Je suis devenu obsédé, j'ai perdu la tête. Je gagnais près de 100 000 yuans par an, et mon épouse, qui dirigeait une entreprise d'État, gagnait elle aussi plusieurs centaines de milliers de yuans par an, c'était largement assez. Mais j'avais perdu mes convictions [...] Même si j'ai été un cadre corrompu, j'espère sincèrement que l'État va renforcer sa lutte contre la corruption. Après le 18e Congrès, le Comité central du Parti a pris des mesures pour contrôler sévèrement le parti, il lutte avec fermeté contre la corruption. C'est synonyme d'espoir pour le Parti, ce n'est que de cette façon que notre Parti pourra assumer ses responsabilités historiques. » (volet 1, 13:13 - 14:10 et 14:40 - 15:10). Bai Enpei a été condamné à mort en octobre 2016, peine

²⁸ Condamné en janvier 2017 à la prison à vie, confiscation de l'ensemble de ses biens, d'une valeur de 80 270 000 de yuans, à l'origine floue (note 9).

commuée en prison à vie sans remise de peine possible. Lors de son procès, il a déclaré : « Je regrette profondément tous les actes impardonnables que j'ai commis, je regrette le tort immense et irréparable que j'ai causé au Parti, à la Chine, au peuple. Je leur présente mes excuses les plus sincères. » (volet 1, 15:23 - 15:50).

Zhou Benshun 周本顺 (1953 -), ancien secrétaire du Comité provincial du Parti du Hebei, a commencé à être interrogé le 24 juillet 2015. Il a été démis de ses fonctions quatre jours plus tard. Il est accusé d'avoir détourné de l'argent public à des fins personnelles, d'avoir accepté des pots-de-vin lors de banquets et pour le compte de l'entreprise de son fils, d'avoir divulgué des secrets d'État, d'avoir nui à l'image du parti. Il a notamment acheté une résidence luxueuse de 800 mètres carrés à Shijiazhuang, avec seize pièces, deux cuisiniers privés et deux nounous, dont une spécialement attribuée à ses animaux de compagnie.



Il a été condamné en février 2017 à quinze ans de prison et s'est vu confisquer plus de deux millions de yuans de biens privés. Il témoigne : « Jamais je n'aurais pensé tomber aussi bas... J'ai eu une vie difficile, quand j'étais petit je vivais dans une famille très pauvre, et je détestais les fonctionnaires corrompus. Mais finalement, j'en suis devenu un moi aussi... Je trouve ça profondément triste. » (volet 1, 17:35 - 17:58) Plus loin, il avoue : « Je me suis montré peu à peu moins exigeant envers les membres de ma famille, j'ai relâché mon attention face à de soi-disant amis et hommes d'affaires, et voilà le résultat. Je ne peux m'en prendre qu'à moi-même. Ce n'est pas le milieu des fonctionnaires qui est responsable de cela, ni le milieu des affaires, c'est moi et moi seul. » (volet 1, 21:10-21:24)

Un autre ancien dirigeant est largement cité dans le documentaire, il s'agit de Li Chuncheng 李春城 (1956 -), ancien vice-secrétaire du Comité provincial du Parti au



Sichuan. Il a fait l'objet d'une enquête dès le mois de décembre 2012, et a été démis de ses fonctions une semaine plus tard. En octobre 2015, il a été condamné à 13 ans de prison et à la confiscation de ses biens privés pour un montant de un million de yuans. Il aurait reçu des pots-de-vin et des cadeaux pour un montant total de plus

de 39 790 000 yuans et arrosé généreusement famille et amis (notamment sa femme, sa fille et son petit frère). Il aurait enfin perdu beaucoup d'argent dans le cadre de

pratiques superstitieuses féodales. Le verdict est considéré comme clément compte tenu du fait qu'il se soit rendu de lui-même à la police et qu'il ait coopéré. Li Chuncheng reconnaît ses fautes. Il se met même à pleurer : « Depuis l'âge de dix ans, j'ai toujours espéré pouvoir intégrer l'organisation du Parti, et œuvrer en son sein pour faire avancer la société, pour faire des choses utiles au bien-être du peuple. Mais finalement, j'ai manqué de rigueur, et à force de mener une vie sociale complexe et de manier le pouvoir, ma mentalité a changé, et j'en suis arrivé là, à l'extrême opposé de ce que je poursuivais comme idéal... Je suis le seul coupable. Je présente toutes mes excuses au Parti et au peuple [...] (volet 1, 31:46-34:00).

Les excuses au Parti, au pays, au peuple, et même aux parents sont récurrentes dans le documentaire. Par exemple dans le volet 8, où Tan Xiwei, ancien vice-président du Comité permanent de l'assemblée populaire de Chongqing²⁹, déclare : « Je me sens vraiment indigne de l'éducation et de la formation que m'ont données le peuple et le Parti ; je me sens indigne de la confiance et du soutien des dirigeants et de mes collègues ; je me sens indigne des espoirs et de l'éducation reçue de mes parents. » (volet 8, 10:24-10:40). De même pour Jiang Jiemin 蒋洁敏, ancien président de l'Office gouvernemental des entreprises d'État et ancien président de China National Petroleum Corporation (PétroChina), qui fait lui aussi son mea culpa : « J'ai commis un crime très grave. J'ai porté gravement atteinte à mon pays, au peuple, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'image du Parti. Je reconnais mes fautes. Je me plie aux décisions de la Justice. » (volet 8, 34:34- 35:00)

ÊTRE AU SERVICE DU PEUPLE ET PROCHE DU PEUPLE

Mais la série documentaire ne se contente pas de dresser le portrait de fonctionnaires corrompus. Dans le volet 2 par exemple, on insiste sur l'attitude vertueuse du président Xi Jinping, qui en décembre 2012, lors d'un déplacement de plusieurs jours, voyage en toute simplicité et réside « dans des logements ordinaires », sans dépenses excessives. Sa proximité avec le peuple, lors d'une visite dans un village reculé et pauvre – où il s'assoit sur un *kang*³⁰ et mange des patates douces (voir photo ci-contre, volet 2, 16 : 27) – est mise en avant : c'est tout le contraire des fonctionnaires corrompus qui vivent dans l'opulence et s'éloignent du peuple.



²⁹ Voir *supra*.

³⁰ Désigne à la campagne un lit de briques chauffé par dessous.

Les hauts dirigeants donnent aussi le ton, en faisant des réunions moins onéreuses (pas de fleurs pour décorer la salle par exemple). De hauts fonctionnaires sont condamnés pour avoir offert de trop nombreux banquets, fait du tourisme sur le dos de l'État (y compris lors de voyages d'État à l'étranger), offert des cadeaux à des proches, amis, ou collègues avec l'argent de l'État (par exemple des gâteaux de lune lors de la fête de la mi-automne)³¹ et payé des repas chers avec des mets rares, tout cela avec l'argent de l'État (on appelle cela « La corruption sur le bout de la langue » – shéjiān shàng de fǔbài 舌尖上的腐败). À cause d'eux, les prix de certains produits se sont envolés, et parfois, même, le peuple ne pouvait plus s'en procurer, car ils étaient en rupture de stock ou trop chers. Un fonctionnaire ne doit pas non plus faire étalage de sa richesse et vivre au-dessus du peuple, par exemple en privatisant un restaurant, en organisant un mariage grandiose pour ses enfants, etc. Ces pratiques tendent à augmenter la distance entre les dirigeants et le peuple. Il doit vivre comme une personne « normale ».

Dans le volet 3, il est question de cadeaux divers, notamment des bouteilles d'alcool cher. Les journalistes prennent l'exemple d'une usine de Maotai 茅台 à Guizhou 贵州 pour dire que grâce aux lois anti-corruption, le prix des alcools réputés a baissé et qu'il y en a désormais pour tout le monde, alors qu'avant il s'en vendait des litres et des litres à des prix exorbitants, et qu'il fallait faire la queue durant des heures pour s'en procurer. Le gérant de l'usine en question estime qu'à l'époque les ventes à destination des fonctionnaires représentaient près de 30 % de son chiffre d'affaires, pour arriver aujourd'hui à moins de 1 %. Il se félicite cependant d'avoir dû prendre des mesures pour ne plus que son entreprise dépende des fonctionnaires pour faire des bénéfices (volet 3, 3:06-3:17). On apprend aussi qu'il était courant de remplir des bouteilles d'eau minérale avec de l'alcool de 15 ou 30 ans d'âge pour éviter qu'il y ait des soupçons de gaspillage. Le tout était souvent accompagné de produits de la mer onéreux, notamment des homards, des haliotides et des concombres de mer. Il faisait passer tout cela pour des notes de frais, avec de fausses factures (mobilier, etc.). D'autres fonctionnaires encore prenaient des abonnements au golf sous prétexte d'y nouer des relations professionnelles plus facilement. Les voyages d'agrément aussi sont condamnés, notamment à l'étranger, où des fonctionnaires profitent d'une visite officielle pour faire plusieurs jours de tourisme, pendant que le peuple, lui, travaille dur. Ce que Xi Jinping essaie de changer, ce sont autant les pratiques que les mentalités, dans le milieu des fonctionnaires autant que dans celui des hommes d'affaires (l'un et l'autre étant souvent liés). Le but du gouvernement est de redorer l'image du parti, de se rapprocher de l'image du parti dans les années 1920, c'est-à-dire peu après sa création. Les fonctionnaires doivent rester au service du peuple. Comme le dit Xin Ming 辛鸣,

³¹ Le volet 2 consacre un long passage à cet exemple, critiquant les pratiques de cadeaux à tous les niveaux de la société (pas seulement dans le milieu des fonctionnaires).

Professeur à l'École du Parti : « Si une personne qui détient le pouvoir ne met pas ce pouvoir au service du peuple mais à son propre service et à celui de ses proches et de ses amis, au service de sa petite clique, alors dites-moi, peut-on encore considérer cette personne comme un membre du Parti communiste chinois ? » : (volet 5, 40:02-40:17)

LA BONNE VOLONTÉ DU PARTI

Le premier volet met l'accent sur la détermination du président Xi Jinping à éradiquer la corruption dans le milieu des fonctionnaires. Dans chaque épisode, on met en avant la volonté de Xi Jinping d'éradiquer ce phénomène de corruption au niveau du pouvoir, on insère des unes de journaux nationaux, des extraits de journaux télévisés et des extraits de discours officiels du président. On interroge aussi des fonctionnaires actuellement au pouvoir, mais aussi des juges, des enquêteurs de la Commission de contrôle disciplinaire, des chercheurs et spécialistes en sciences politiques, des spécialistes du communisme, des sinologues spécialistes des philosophes chinois anciens : ils tentent de comprendre pourquoi par le passé la corruption a été un problème aussi important et ils vantent la probité des fonctionnaires en place aujourd'hui. On interviewe aussi des gens du peuple, du simple passant au paysan. On insère des interviews de journalistes étrangers, et même l'interview de l'ancien secrétaire du Trésor des États-Unis Henry Paulson (volet 1, 37:00) ou du vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine (volet 1, 37:31), sans doute pour cautionner la politique de Xi Jinping et pour montrer que les pays étrangers sont tous au courant de ces mesures très sévères à l'encontre des fonctionnaires corrompus et qu'ils soulignent positivement cette action du PCC. On fait des rappels récurrents à Mao Zedong et à son idéal social – dont le nouveau président se fait l'héritier – on assène en voix off les comportements vertueux à maintenir et leurs bénéfiques pour le peuple de Chine.

Dès le premier épisode, on nous donne par exemple des chiffres qui parlent d'eux-mêmes : la confiance du peuple à l'égard des mesures contre la corruption serait passée de 75 % en 2012 à 91,5 % en 2015 (volet 1, 37:35- 38:07). De janvier à août 2016, la commission a contrôlé 35 733 personnes et sanctionné 26 609 personnes, soit 74,5 % des gens concernés, alors qu'ils n'étaient que 63 % l'année précédente, ce qui prouve une sévérité croissante (volet 3, 42:05-42:25).

Le volet 5 montre le travail des unités de contrôle à Tianjin et dans le Jiangxi, et expose les « Quatre formes de contrôle disciplinaire » (jīāndū zhìjì de sì zhǒng xíngtài 监督执纪的四种形态) (volet 5, 7:01) : « La plupart du temps, on demande aux personnes concernées de critiquer et de faire leur autocritique, on leur remonte les bretelles, on les fait avoir honte d'eux ; la majorité s'en tire avec une légère sanction disciplinaire ; une

minorité reçoit de lourdes sanctions et voit ses fonctions révisées ; une infime minorité, suspectée d'avoir gravement enfreint la loi, est déférée à la justice. »

L'importance des principes moraux et de l'honnêteté à titre individuel est mise en avant. Comme l'explique un professeur spécialiste de l'histoire du PCC : « C'est en reniant ses principes qu'on commence à violer la loi » (volet 5, 10:33). Un membre de la Commission de contrôle disciplinaire explique que la corruption commence souvent pas l'acceptation de petits cadeaux, puis de cadeaux beaucoup plus onéreux, et enfin d'argent liquide (volet 5, 11:58). Ce qui signifie qu'il ne faut pas mettre le doigt dans l'engrenage et finalement ne rien accepter pour ne pas envoyer de faux signaux à la personne qui offre un cadeau. Comme l'explique Xin Ming : « Souvent un haut responsable ne se pose déjà plus la question de savoir quel cadre lui a offert un cadeau, mais plutôt quel cadre ne lui en n'a pas offert. Quand on évolue dans ce genre d'environnement politique malsain, la perception de ce qui est bien et de ce qui est mal est déformée. » (volet 4, 11:15- 11:33).

À plusieurs reprises cependant, des membres de la Commission de contrôle disciplinaire et des spécialistes de l'histoire du PCC admettent que c'est par manque de contrôle et de sévérité que certains fonctionnaires franchissent la ligne rouge, qu'il faut par conséquent se montrer plus ferme, avec des contrôles plus fréquents, pour dissuader les fonctionnaires tentés par la corruption (voir notamment volet 5, 20:51-21:01). Il est aussi prévu d'établir une fiche pour tous les hauts fonctionnaires ainsi que pour tous les membres des équipes dirigeantes des entreprises d'État (avec leurs revenus, leurs biens fonciers, leurs investissements, leur situation maritale, leurs enfants etc.) pour mieux les contrôler (volet 8). À présent, le bureau de contrôle préfère convoquer les fonctionnaires qui commettent de menues infractions pour les rappeler tout de suite à l'ordre et agir dès le début, plutôt que d'attendre que cela prenne de grandes proportions. Cela a également un effet dissuasif sur les fonctionnaires qui pensent qu'ils ne font rien de bien grave. Les peines peuvent à ce moment-là aller du blâme au renvoi. Un fonctionnaire a par exemple été contrôlé, convoqué et blâmé pour avoir simplement accepté des cigarettes lors de rendez-vous. À ses yeux, c'était une coutume, une tradition, une forme de politesse, il ne pensait pas que c'était grave (volet 5, 27:00). À présent, fumer des cigarettes et boire de l'alcool ne doit plus faire partie d'un « protocole » obligatoire. C'est un changement brutal dans une société où ces pratiques sont très anciennes, et ce pas seulement dans le milieu des fonctionnaires, mais aussi dans la vie quotidienne (entre collègues, amis, voisins, proches...). Accepter une invitation à déjeuner ou dîner lorsqu'on est fonctionnaire peut être assimilé à du copinage et inciter à accepter ultérieurement de rendre un service (volet 5, 27:52). Pour le gouvernement, ces vérifications ne sont pas simplement une façon de contrôler les fonctionnaires, c'est aussi une façon de les « protéger » (volet 5, 29:10).

Par ailleurs, un haut fonctionnaire peut être tenu responsable des mauvaises actions des fonctionnaires sous ses ordres (volet 5, 33:40). Être fonctionnaire devient un métier à risque : le contrôle s'imisce partout, les délations se multiplient. Depuis la mise en place de la lutte anti-corruption, de 2013 jusqu'en août 2016, les différentes structures de contrôle ont traité 9 850 000 cas (volet 5, 35:25). Le parti aurait décidé du sort de 970 000 fonctionnaires, dont 43 000 ont été remis entre les mains de la justice en vue d'un procès (volet 5, 35:33)³².

A contrario, des « diplômés du mérite » sont remis aux fonctionnaires modèles (par exemple lors du 95ème anniversaire du PCC) (volet 8). On vante les fonctionnaires vertueux, qu'ils appartiennent au passé ou au présent, comme ce fonctionnaire des Ming nommé Fan Jingwen 范景文 réputé pour son honnêteté qui avait fait inscrire la phrase suivante sur le fronton de son *yamen* : « n'accepte ni les présents ni les exhortations » (volet 8).

CONCLUSION

Les différents volets du documentaire permettent de prendre conscience de façon très claire de la ligne de conduite suivie par le gouvernement dans la lutte contre la corruption. On détaille différents scandales, on montre que tout fonctionnaire peut facilement glisser de l'autre côté du miroir, on dissuade, on affirme qu'aucun crime ne restera impuni, qu'il n'y aura de tolérance envers personne, que les fonctionnaires véreux ne trouveront refuge nulle part.

Ce documentaire a une visée double. D'abord, il envoie un signal fort aux fonctionnaires actuellement en place, pour leur signifier qu'au moins écart, ils seront sanctionnés : le documentaire a d'ailleurs été diffusé dans les différentes structures du gouvernement, y compris à la campagne, donnant lieu à des séances spécialement réservées aux fonctionnaires. C'est le but premier de la campagne : faire peur aux fonctionnaires tentés par la corruption et l'appât du gain pour les dissuader d'avoir recours à de tels procédés. Mais si c'était le seul but, pourquoi l'avoir diffusé également sur une chaîne nationale à une heure de grande écoute ? Dans un premier temps, parce qu'il s'agit également de dissuader les hommes d'affaires ou toute autre personnalité extérieure au monde de la politique de graisser la patte à un fonctionnaire. Mais surtout, il s'agit de convaincre le peuple chinois que le président Xi Jinping fait tout pour nettoyer le pouvoir de la gangrène qu'est la corruption, et de prouver l'efficacité du travail des membres de la Commission de contrôle disciplinaire, sorte de police de l'administration. Il faut

³² Voir aussi « Chine: la lutte anti-corruption au cœur d'une série documentaire » 26-10-2016, 15:30 at <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20161026-chine-anti-corruption-serie-televisee-documentaire-pcc-xi-jinping-plenum-six> (dernière consultation mai 2017).

convaincre aussi que l'actuel président est un modèle d'honnêteté. L'utilisation des médias et notamment de la télévision dans cette optique est un choix efficace et sans doute concluant et payant à long terme. Ne martèle-t-on pas à longueur de documentaire les chiffres sur la confiance du peuple ? Ne martèle-t-on pas à longueur de documentaire la haute mission morale du Parti communiste qui est d'agir pour le bien du peuple ?³³ Après le témoignage de Bai Enpei, la voix off déclare d'ailleurs : « Avec la corruption, le peuple est touché en plein cœur, alors même que l'amour du peuple doit être le fondement même du pouvoir. » (volet 1, 15:50 - 15:56) Il s'agit d'accroître la confiance du peuple à l'égard des fonctionnaires (volet 6, 11:02), à l'égard du Parti, à l'égard du président, et de couper court à toute forme de critique ou de méfiance vis-à-vis des structures officielles, surtout après les différents scandales concernant les « Prince rouges ». La façon même dont le documentaire est réalisé - avec renfort d'une voix off agréable et musique de fond - ne laisse aucun doute sur le public visé : le peuple. Le gouvernement cherche davantage à plaire au peuple et à redorer l'image du Parti qu'à effrayer les personnes corrompues et corruptibles. À ce titre, on peut véritablement parler au sujet de ce documentaire d'un outil de propagande.

Xi Jinping réussira-t-il là où tous ses prédécesseurs ont échoué ? La corruption pourra-t-elle réellement disparaître des sphères du pouvoir ? La population se laissera-t-elle convaincre par toutes ces preuves de bonne foi ? Les membres de la commission de contrôle disciplinaire resteront-ils, de leur côté, incorruptibles ou bien les maux ne feront-ils au final que changer de structure ? L'harmonie sociale et la fin des inégalités, prônées par l'ensemble des dirigeants chinois successifs, se réaliseront-elles un jour ? Seul l'avenir nous le dira ... ■

³³ C'est aussi le but de la grande soirée télévisée du Nouvel An, qui mêle festivités traditionnelles et reportages et chants à la gloire du Parti.

ASIA FOCUS #74

« TOUJOURS À L'ŒUVRE », LE DOCUMENTAIRE TÉLÉVISÉ AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

PAR SOLANGE CRUVEILLÉ / Maître de conférences à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, membre du CRC-IRIEC, membre associée de « IrAsia », Aix-Marseille Université.

MAI 2018

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org